



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 137 – 3^{ème} trimestre 2008

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse du contexte international et européen</i>	5
<i>2. Les actifs et les passifs financiers en Guyane</i>	5
<i>3. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>4. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les avoirs des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>5. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>5.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>6. Risques sectoriels</i>	17
<i>7. Rappel des taux</i>	19
<i>7.1 Taux réglementés</i>	19
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations privées, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia –

Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée était la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
<i>Primaire</i>	<i>01 à 05</i>
<i>Industrie</i>	<i>10 à 37</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>40 à 41</i>
<i>BTP</i>	<i>45</i>
<i>Commerce</i>	<i>50 à 52</i>
<i>Transport</i>	<i>60 à 63</i>
<i>Activités immobilières</i>	<i>70</i>
<i>Services (hors immobilier)</i>	<i>55, 64, 71 à 74 et 90 à 93</i>
<i>Services financiers</i>	<i>65 à 67</i>
<i>Education</i>	<i>80</i>
<i>Santé, action sociale</i>	<i>85</i>
<i>Administrations publiques</i>	<i>75, 91 et 92</i>
<i>Divers</i>	<i>00 et 95 à 99</i>

A partir du 1^{er} trimestre 2008, la répartition sectorielle est déclinée selon la nouvelle nomenclature NAF 2008.

¹ à compter du mois de janvier 2006.

1- Synthèse du contexte international et européen

La crise financière qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée, en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement, les difficultés des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, reposant essentiellement sur une garantie de l'Etat pour un montant total de 360 milliards d'euros.

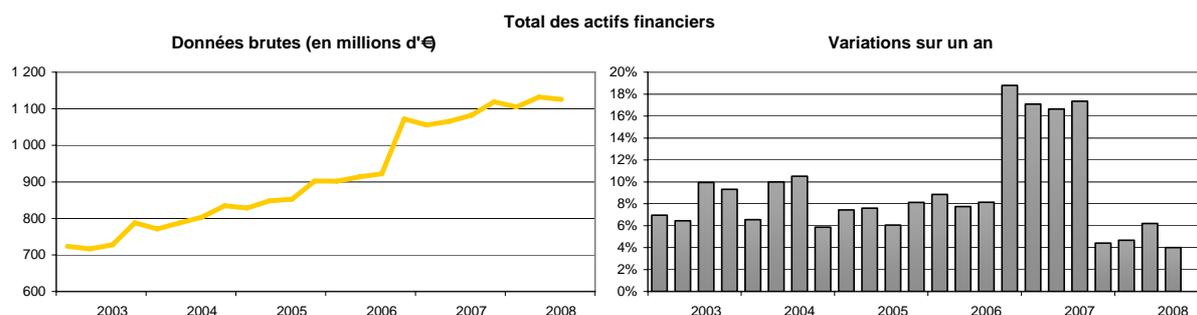
Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

2- Les actifs et les passifs financiers en Guyane

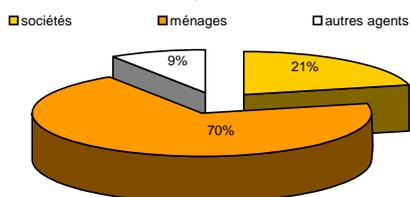
Nota Bene : A compter du 4^{ème} trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est enrichie de données provenant d'un établissement de la place qui n'étaient pas recensées jusqu'à présent. L'analyse des variations est effectuée à périmètre constant.

Le rythme de collecte des dépôts ralentit sur un an...

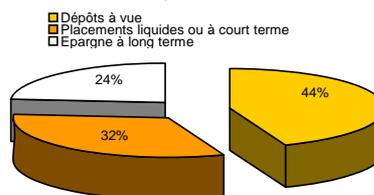
Au 3^{ème} trimestre 2008, les **actifs financiers** de la clientèle guyanaise se sont élevés à 1 125,3 millions d'€, affichant une progression de 4,0 % sur un an, soit un rythme de croissance en retrait par rapport à celui observé à fin septembre 2007 (+ 9,9 % à périmètre constant). Toutefois, une meilleure orientation est anticipée pour le 4^{ème} trimestre, le solde d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la collecte des dépôts s'inscrivant en nette amélioration.



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-08



Répartition des actifs financiers par nature sept-08



... en raison de la moindre progression des dépôts à vue,

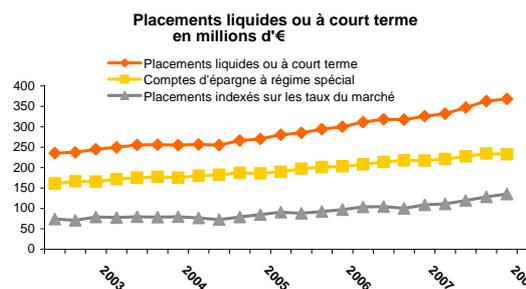
Composant 44 % du total des actifs financiers, les **dépôts à vue** enregistrent une croissance en net ralentissement par rapport à l'année précédente (+ 2,1 % contre + 12,5 %) pour s'établir à 500,4 millions d'€. Cette évolution est le résultat d'une faible hausse des dépôts à vue des ménages (+ 2,4 % ; 49 % du total) et des sociétés (+ 7,9 % ; 35 % du total) alors qu'une baisse de 1,1 % sur un an est enregistrée pour les autres agents.

... et du recul de l'épargne à long terme.

Les **placements à long terme** collectés par les établissements de crédit s'établissent à 256,7 millions d'€, fin septembre 2008. En glissement annuel, cet encours affiche une baisse de 3,4 % pour la première fois depuis le mois de septembre 2002. Les ménages pèsent fortement sur l'évolution observée (98 % du total) avec une baisse de 2,3 % sur un an. Cette situation est particulièrement liée à la stagnation de l'encours des contrats d'assurance-vie (+ 0,2 % contre + 10,5 % au trimestre précédent), les plans d'épargne logement poursuivant leur baisse depuis le changement de la fiscalité intervenu en 2006 (- 4,4 % en glissement annuel). De plus, l'augmentation des incertitudes pesant sur la qualité et la valorisation de certains actifs (notamment les contreparties aux crédits subprimes), entraînant une chute des marchés financiers, affecte également les portefeuilles de valeurs mobilières. En effet, l'encours des comptes titres affichent une nouvelle diminution de 12,3 % contre -2,5 % au 30 septembre 2007.

En revanche, les placements liquides à court terme, plus attractifs, contribuent pour 4,2 points à la hausse du total des actifs financiers...

A fin septembre 2008, les **placements liquides ou à court terme** (368,2 millions d'€, soit 33 % du total des actifs financiers) enregistrent une hausse significative de 13,0 % sur un an, en accélération par rapport au rythme observé un an plus tôt (+ 8,6 %). Cette tendance est principalement liée à la hausse des **placements indexés sur les taux du marché monétaire** (37 % du total, à + 24,5 %) qui participent à hauteur de 9 points à la croissance de l'épargne liquide ou à court terme. Cette augmentation concerne essentiellement les OPCVM monétaires (+ 32,9 %, 45 % du total des placements indexés sur les taux du marché monétaire). L'aversion au risque et les hausses successives des taux directeurs de la BCE jusqu'au mois de juillet 2008 rendaient plus attractifs ces placements. Enfin, les dépôts à terme affichent une croissance de 12,0 % à fin septembre 2008.



Sur un an, les **comptes d'épargne à régime spécial** enregistrent une progression de 7,2 % et s'établissent à 232,6 millions d'€ à fin septembre 2008. Cette bonne tenue de l'épargne réglementée est principalement due à une meilleure attractivité de ces placements suite à la hausse de la rémunération des principales composantes depuis le 1^{er} août 2008 (+ 0,5 point pour les livrets A et bleus, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement, + 0,25 point pour les livrets d'épargne populaire). Dans ce contexte, l'encours des livrets A affiche une croissance de 9,2 % sur un

an (contre 7,3 % l'année dernière), les livrets ordinaires enregistrant une hausse de 5,1 % contre 7,5 % l'an dernier.

L'encours de crédit des établissements toutes zones confondues maintient sa croissance avec un résultat de + 8,8 % en glissement annuel ...

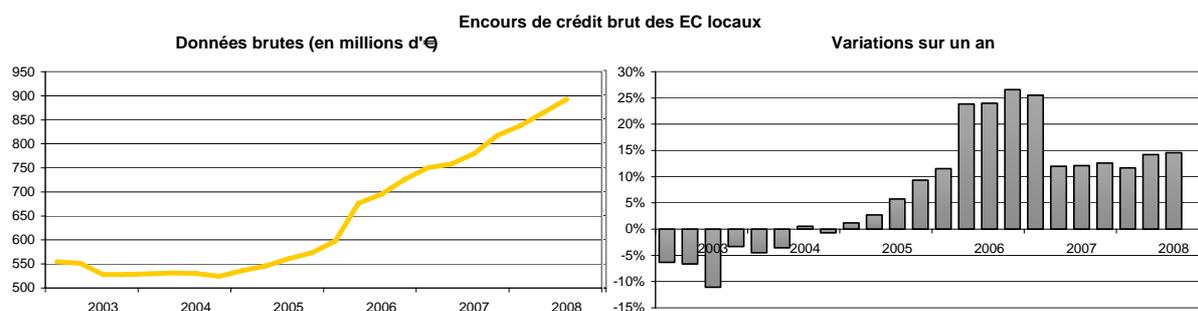
Au 30 septembre 2008, le total des passifs financiers octroyés aux différents agents économiques guyanais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 1 979,9 millions d'€, en hausse de 8,8 % sur un an (contre + 7,9 % l'année dernière).

La croissance de l'encours sain (+ 8,8 %, à 1854,4 millions d'€) est essentiellement portée par la hausse des concours octroyés aux entreprises qui progressent de 13,9 % sur un an pour s'établir à 1040,6 millions d'€. En revanche, l'endettement en faveur des collectivités locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement (99 % du total) affiche un repli sur un an (- 7,8 %) et s'établit à 241,5 millions d'€.

Par ailleurs, les établissements bancaires locaux sont les principaux contributeurs à la hausse de l'encours sain (+ 16,3 % contre + 10,8 %), alors que les établissements installés hors du département enregistrent une croissance moins soutenue de + 3,7 % contre + 2,9 % au 30 septembre 2007.

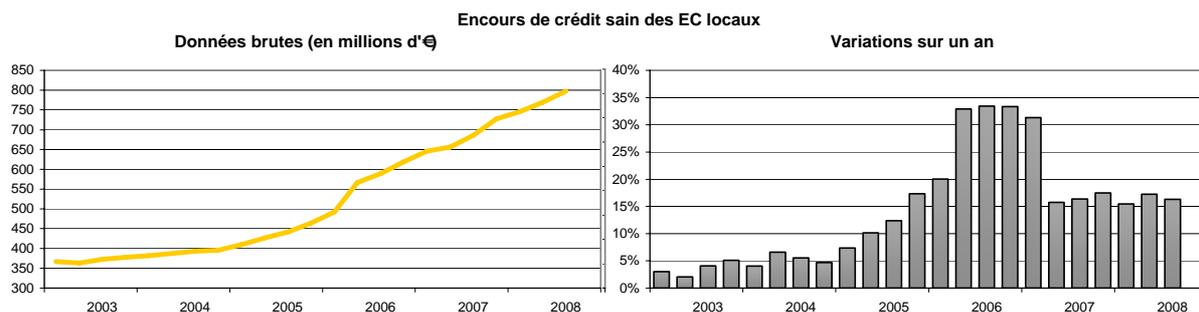
Nota Bene : A compter du 2nd trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des passifs financiers inclut les données provenant du recensement d'une nouvelle société financière de la place (les données des tableaux et des graphiques intègrent ce nouvel établissement).

Le rythme de distribution de crédits par les établissements de crédit locaux se maintient au 3^{ème} trimestre 2008...

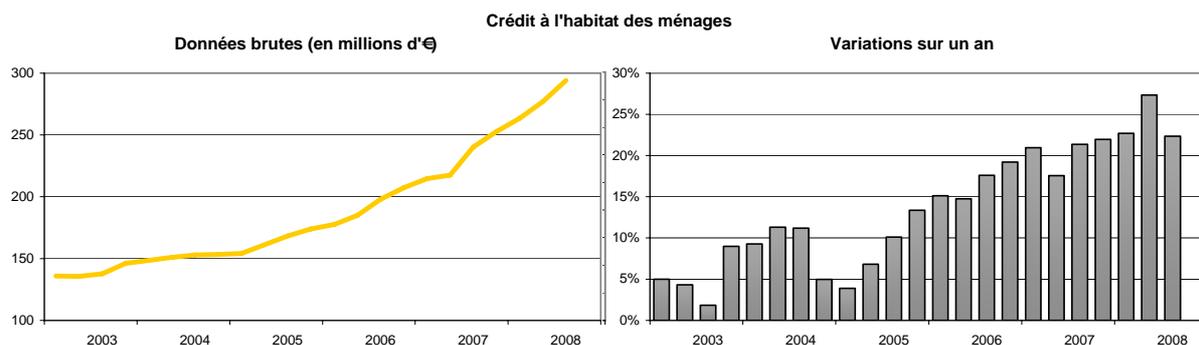


En dépit des craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie locale, les établissements de crédits locaux n'ont pas encore ressenti les effets directs de cette crise, sur l'octroi de crédits dans le département.

En effet, ***l'encours global des crédits consentis par les établissements locaux*** enregistre une croissance annuelle de 14,6 % (contre + 12,1 %) et s'établit à 893,3 millions d'€ à fin septembre 2008. De même, le rythme de progression des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 16,3 % au 30 septembre 2008, et + 3,7 % sur le trimestre). Leur part dans l'encours global (toutes zones confondues) s'élevant à 43 % (soit + 3 points sur un an). En parallèle, l'encours des créances douteuses brutes accuse une légère hausse de 1,7 % sur un an, mais en diminution sur le trimestre (- 0,8 %). Le taux de créances douteuses (10,7 %) décline ainsi de 1,4 point sur un an (-0,4 point sur le trimestre).



Avec une participation d'environ 9 points à la croissance des encours sains, les ménages sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (57 % du total des encours sains). Au 30 septembre 2008, l'encours total des crédits accordés aux ménages progresse de 16,2 % à 451,8 millions d'€. Cette évolution est principalement imputable au dynamisme des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (65 % de l'encours sain). Ils enregistrent ainsi un nouvel essor de + 22,4 % et s'établissent à 294,0 millions d'€ à fin septembre 2008. En revanche, les crédits à la consommation se stabilisent sur le trimestre, à 154,5 millions d'€ (+ 6,1 % sur un an contre + 8,2 % à fin septembre 2007), confirmant ainsi la baisse des ventes des véhicules automobiles, annoncée par les concessionnaires d'une part, et les tensions continues sur le pouvoir d'achat des ménages guyanais, d'autre part.



Les entreprises qui représentent 41 % du total sain participent à hauteur de 7 points à la hausse des crédits sains distribués par les établissements de crédit de la place. Leur encours total s'élève à 324,4 millions d'€, soit un rythme de croissance annuelle de 17,3 %. L'investissement, première composante du financement bancaire des entreprises, enregistre une progression de 13,4 % (+ 3,3 % sur le trimestre). Ces concours sont constitués à hauteur de 141,6 millions d'€ de crédits d'équipement (+ 15,2 % sur un an) et de 17,0 millions d'€ de crédit-bail (+ 0,7 %). L'encours des crédits d'exploitation reste bien orienté avec une hausse de 10,1 % (+ 1,4 % sur le trimestre) et s'établit à 92,2 millions d'€ (dont 40 % de comptes ordinaires débiteurs et 53 % de crédits de trésorerie).

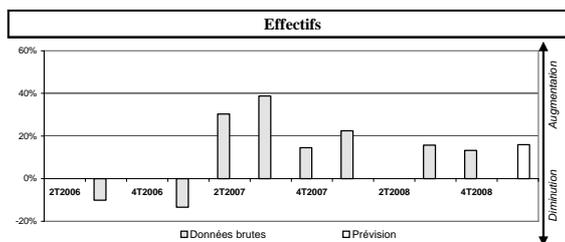
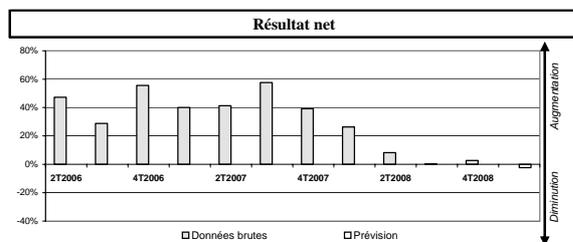
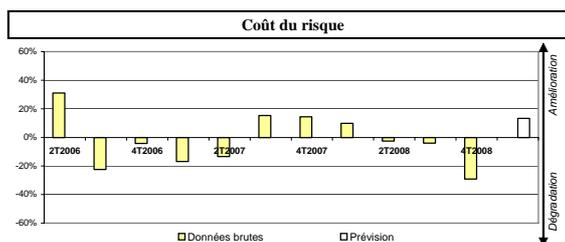
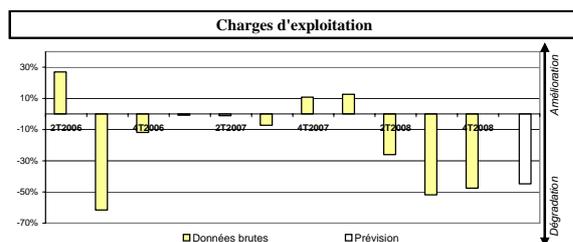
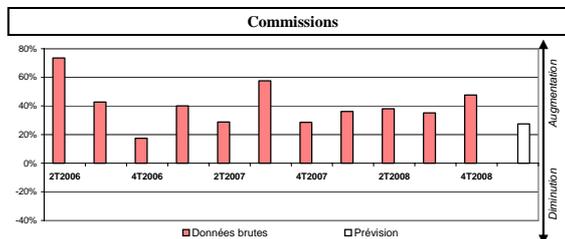
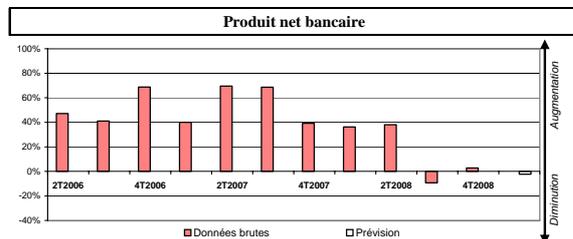
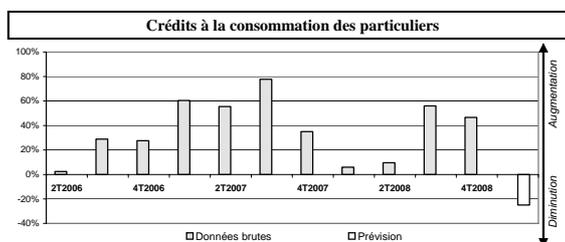
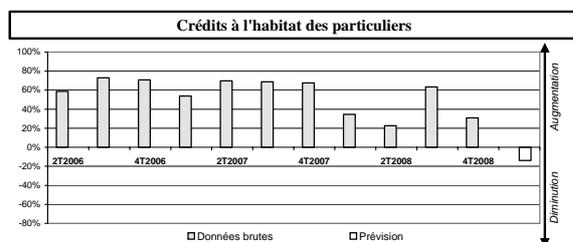
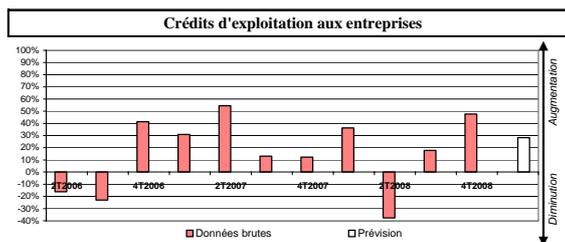
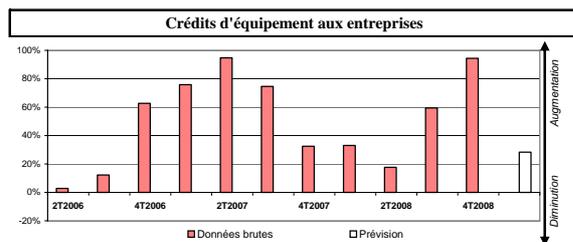
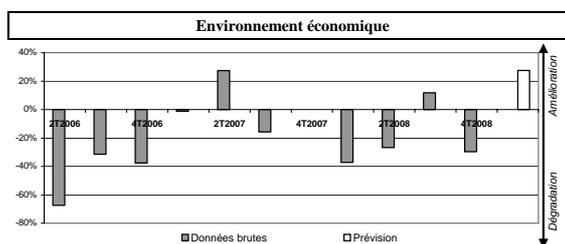
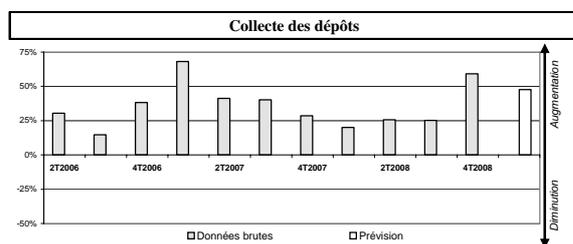
L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements bancaires fait état d'une dynamique renforcée dans la production de crédits aux entreprises à la fois pour les crédits à l'équipement et les crédits d'exploitation, un ralentissement est cependant anticipé au début d'année 2009. Le marché des particuliers est moins favorable, les crédits à l'habitat et à la consommation s'inscrivent à la baisse alors que les anticipations pour le 1^{er} trimestre 2009 sont pour la première fois depuis quelques années, en dégradation.

Les résultats bancaires poursuivent le tassement depuis le second trimestre 2008.

L'opinion des dirigeants des établissements bancaires relative au produit net bancaire est neutre au 4^{ème} trimestre 2008, malgré l'amélioration du commissionnement. Le solde d'opinion sur les charges d'exploitation des établissements bancaires s'est fortement dégradé depuis le second trimestre 2008. Dans ce contexte, et avec un coût du risque en dégradation, les opinions font état d'un résultat net stable au 4^{ème} trimestre 2008.

3- L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

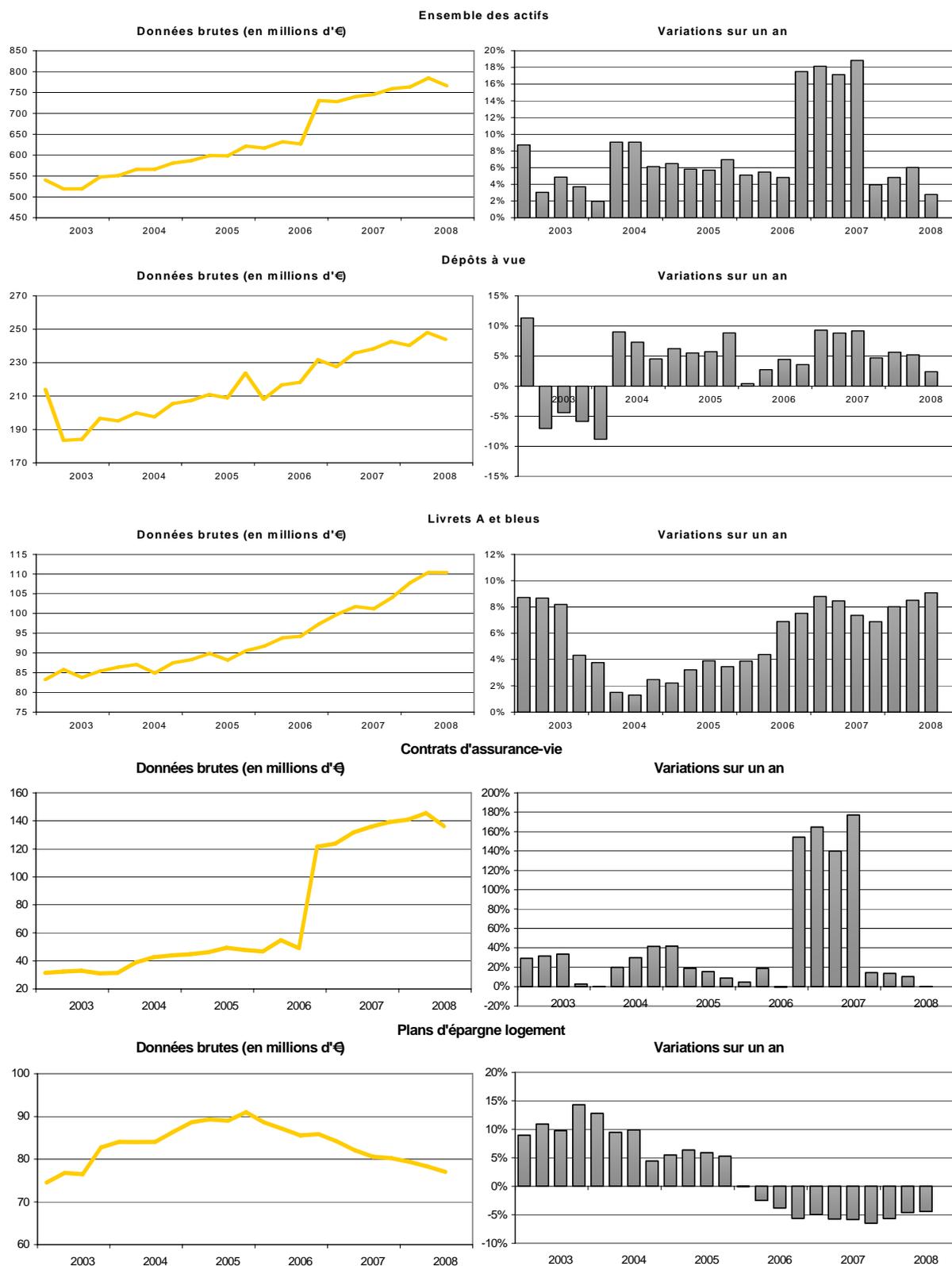
Soldes d'opinions des dirigeants



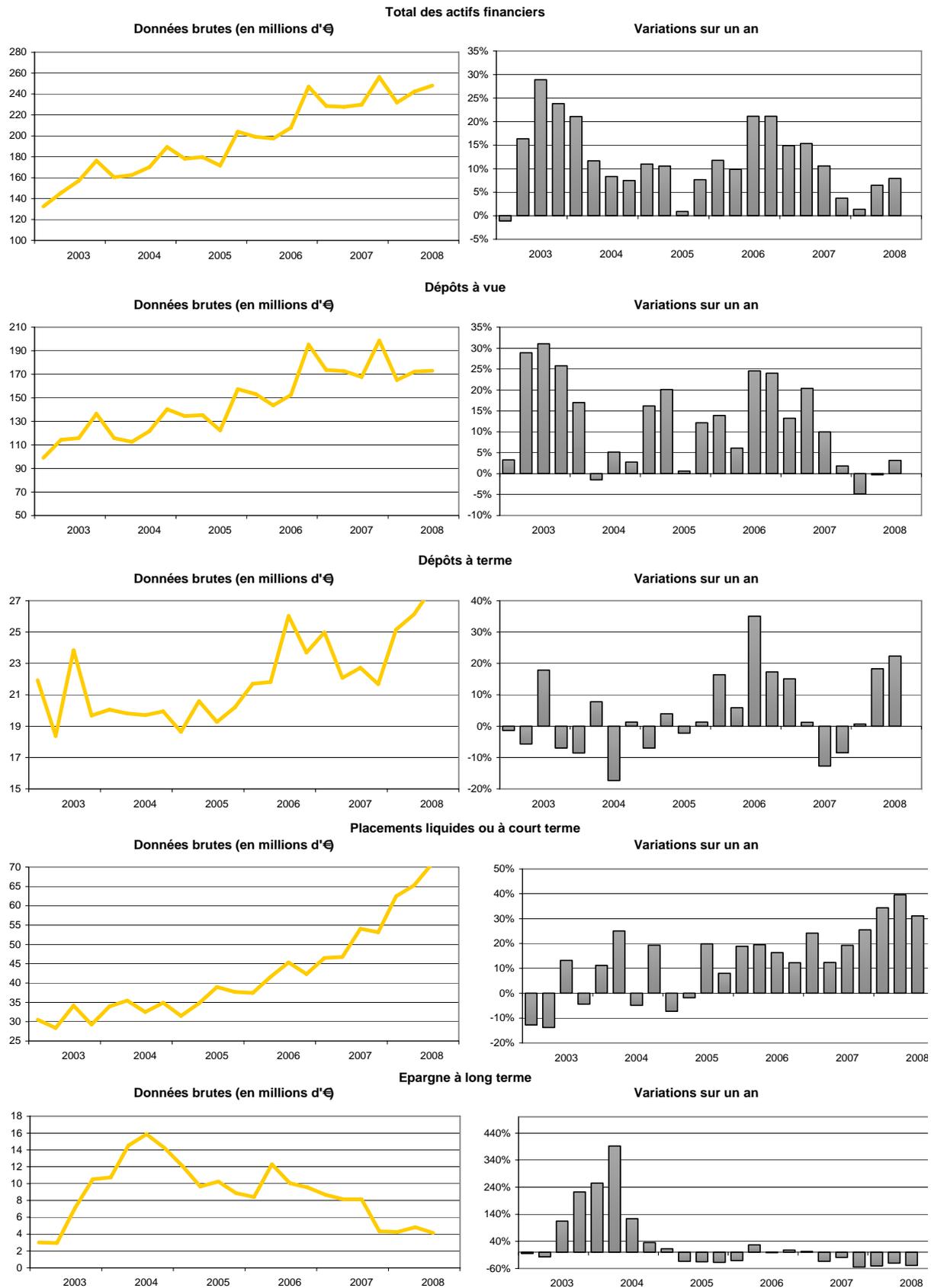
4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions								Variations		
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim.
Sociétés	157,0	170,0	171,6	207,9	229,9	256,2	231,8	242,4	248,0	7,9%	2,3%
Dépôts à vue	115,7	121,6	122,4	152,5	167,7	198,8	165,1	172,3	173,0	3,2%	0,4%
Placements liquides ou à court terme	34,2	32,5	39,0	45,3	54,0	53,1	62,4	65,3	70,9	31,1%	8,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	-6,1%	13,0%
Placements indexés sur les taux de marché	34,0	32,2	38,6	44,9	53,7	52,7	62,1	65,0	70,5	31,3%	8,6%
(dt) comptes à terme	23,8	19,7	19,3	26,0	22,7	21,7	25,2	26,1	27,8	22,3%	6,4%
(dt) OPCVM monétaires	6,7	9,5	18,7	15,4	27,3	28,3	28,2	31,4	34,6	26,9%	10,0%
(dt) certificats de dépôt	3,3	3,0	0,6	3,5	3,7	2,7	8,7	7,4	8,1	120,0%	10,0%
Epargne à long terme	7,1	15,9	10,2	10,1	8,1	4,3	4,3	4,8	4,1	-49,0%	-14,0%
(dt) OPCVM non monétaires	6,8	14,6	9,7	9,4	7,8	4,0	3,8	4,4	3,7	-52,8%	-16,4%
Ménages	519,0	566,0	598,2	627,1	745,2	759,2	763,5	784,8	766,1	2,8%	-2,4%
Dépôts à vue	184,1	197,5	208,8	218,1	238,2	242,6	240,3	248,1	243,9	2,4%	-1,7%
Placements liquides ou à court terme	194,8	207,3	213,9	235,1	250,2	256,8	263,7	275,1	271,3	8,4%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	162,0	171,5	181,3	197,1	210,9	215,1	221,6	227,9	225,8	7,1%	-0,9%
Livrets ordinaires	40,6	42,8	45,1	51,1	54,9	55,4	56,4	58,7	57,6	5,0%	-1,9%
Livrets A et bleus	83,8	84,9	88,2	94,3	101,2	104,0	107,8	110,4	110,4	9,1%	0,0%
Livrets jeunes	0,7	0,9	1,6	4,2	4,8	4,4	4,4	4,6	4,5	-5,3%	-1,3%
Livrets d'épargne populaire	11,7	14,5	14,8	14,9	15,4	15,9	16,0	16,4	16,0	3,8%	-2,4%
LDD	5,4	6,3	6,9	7,5	10,0	10,6	12,0	12,7	12,9	28,5%	1,5%
Comptes d'épargne logement	19,9	22,1	24,8	25,1	24,7	24,7	25,0	25,2	24,5	-0,7%	-2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	32,8	35,8	32,5	38,1	39,3	41,7	42,1	47,2	45,5	15,6%	-3,6%
(dt) Comptes créditeurs à terme	23,4	23,3	23,6	27,9	28,3	28,3	27,8	31,9	30,6	8,0%	-4,0%
(dt) Bons de caisse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	ns	ns
(dt) OPCVM monétaires	9,2	12,4	8,8	10,1	10,9	13,4	14,3	15,3	14,9	36,2%	-2,6%
Epargne à long terme	140,1	161,2	175,5	173,8	256,9	259,8	259,5	261,7	250,9	-2,3%	-4,1%
Plans d'épargne logement	76,5	84,0	89,0	85,6	80,6	80,2	79,4	78,3	77,0	-4,4%	-1,7%
Plans d'épargne populaire	11,1	10,6	9,6	8,7	7,4	7,2	7,0	6,8	6,8	-9,1%	-0,7%
Autres comptes d'épargne	0,1	0,2	0,2	0,3	0,9	1,2	1,8	1,5	0,9	-2,9%	-39,1%
Portefeuille-titre	5,7	5,8	9,1	11,3	12,3	12,0	11,4	11,3	12,1	-1,9%	7,1%
OPCVM non-monétaires	13,9	17,9	18,3	18,7	19,7	19,9	19,1	18,3	17,9	-9,0%	-2,2%
Contrats d'assurance-vie	32,9	42,8	49,4	49,1	136,0	139,2	140,7	145,5	136,2	0,2%	-6,4%
Autres agents	51,5	67,8	82,7	87,0	106,9	104,0	110,0	104,9	111,2	4,1%	6,0%
Dépôts à vue	35,1	52,3	65,0	65,2	84,4	80,0	87,3	80,4	83,5	-1,1%	3,8%
Placements liquides ou à court terme	15,8	15,3	17,4	19,6	21,7	22,1	20,8	22,7	26,0	20,0%	14,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,2	3,6	3,9	5,5	5,8	5,4	5,4	6,2	6,4	ns	ns
Placements indexés sur les taux de marché	12,6	11,6	13,5	14,1	15,9	16,6	15,4	16,5	19,6	23,2%	18,6%
(dt) Comptes créditeurs à terme	8,8	7,5	7,6	8,4	7,9	6,8	6,2	6,7	7,7	-3,0%	14,7%
Epargne à long terme	0,6	0,3	0,3	2,2	0,8	1,9	1,9	1,8	1,7	124,6%	-2,5%
Total actifs financiers	727,4	803,9	852,6	921,9	1082,0	1119,4	1105,3	1132,1	1125,3	4,0%	-0,6%
Dépôts à vue	334,9	371,5	396,3	435,9	490,3	521,4	492,7	500,8	500,4	2,1%	-0,1%
Placements liquides ou à court terme	244,8	255,1	270,3	300,0	325,9	332,0	347,0	363,0	368,2	13,0%	1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	165,4	175,5	185,6	202,9	217,0	220,9	227,4	234,4	232,6	7,2%	-0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	79,3	79,6	84,7	97,1	108,9	111,1	119,6	128,6	135,6	24,5%	5,4%
Epargne à long terme	147,8	177,3	186,0	186,0	265,8	266,0	265,6	268,3	256,7	-3,4%	-4,3%

Les avoirs des ménages



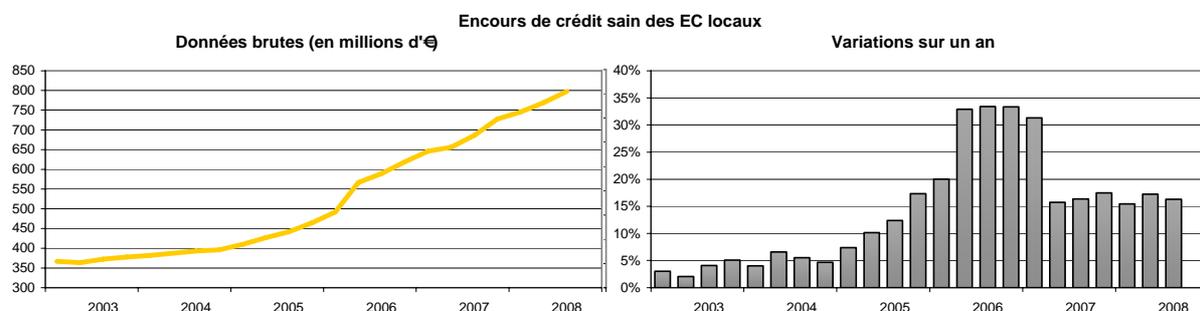
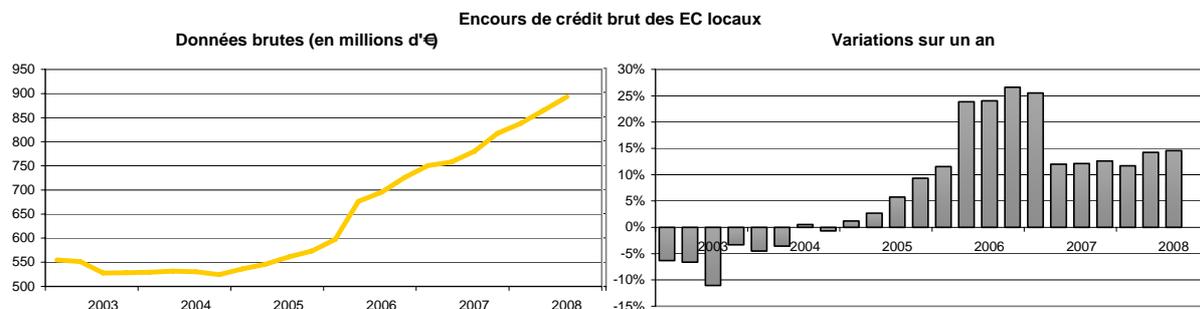
Les disponibilités des entreprises



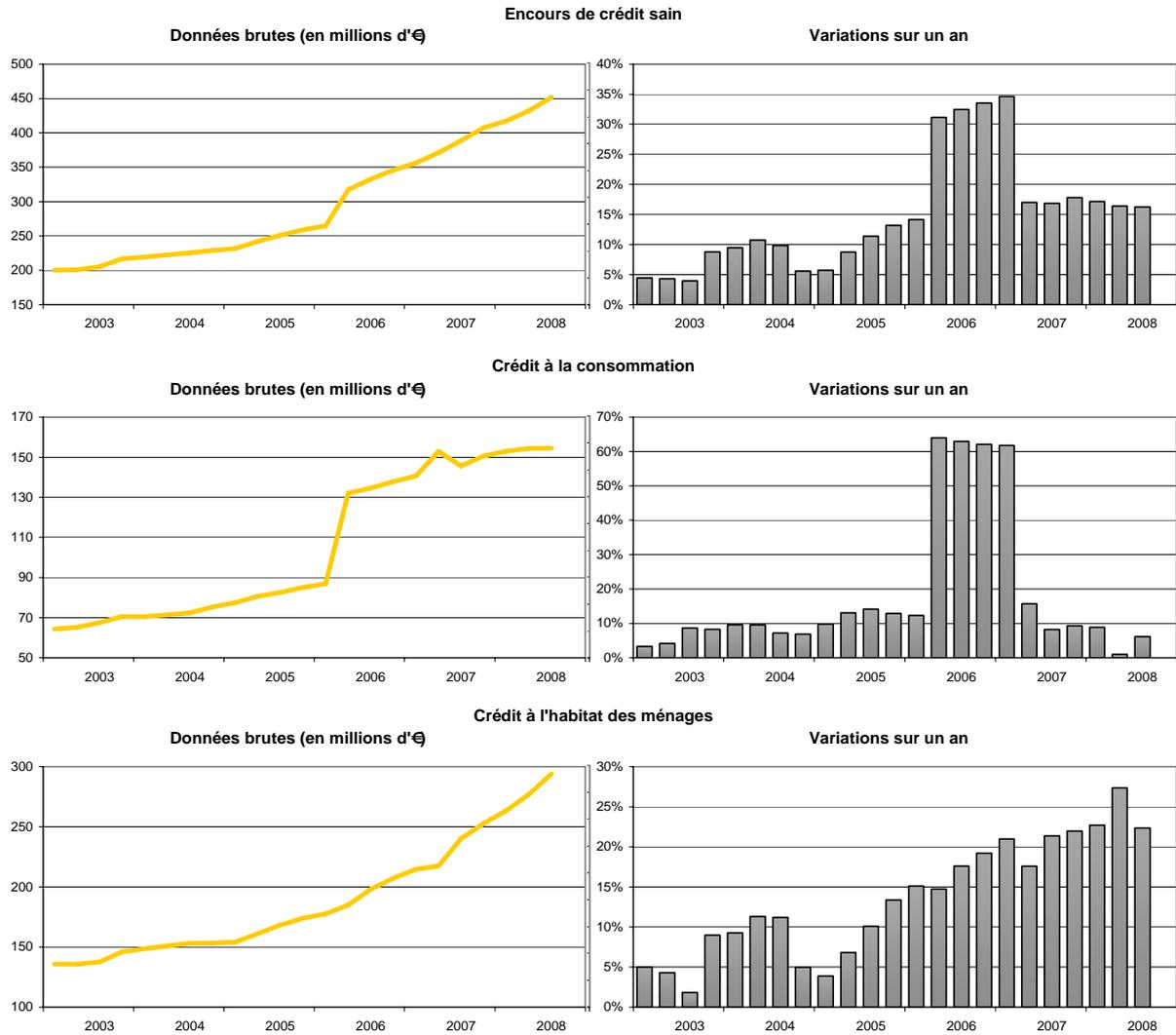
5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

5-1 Les concours consentis par les établissements de crédit locaux

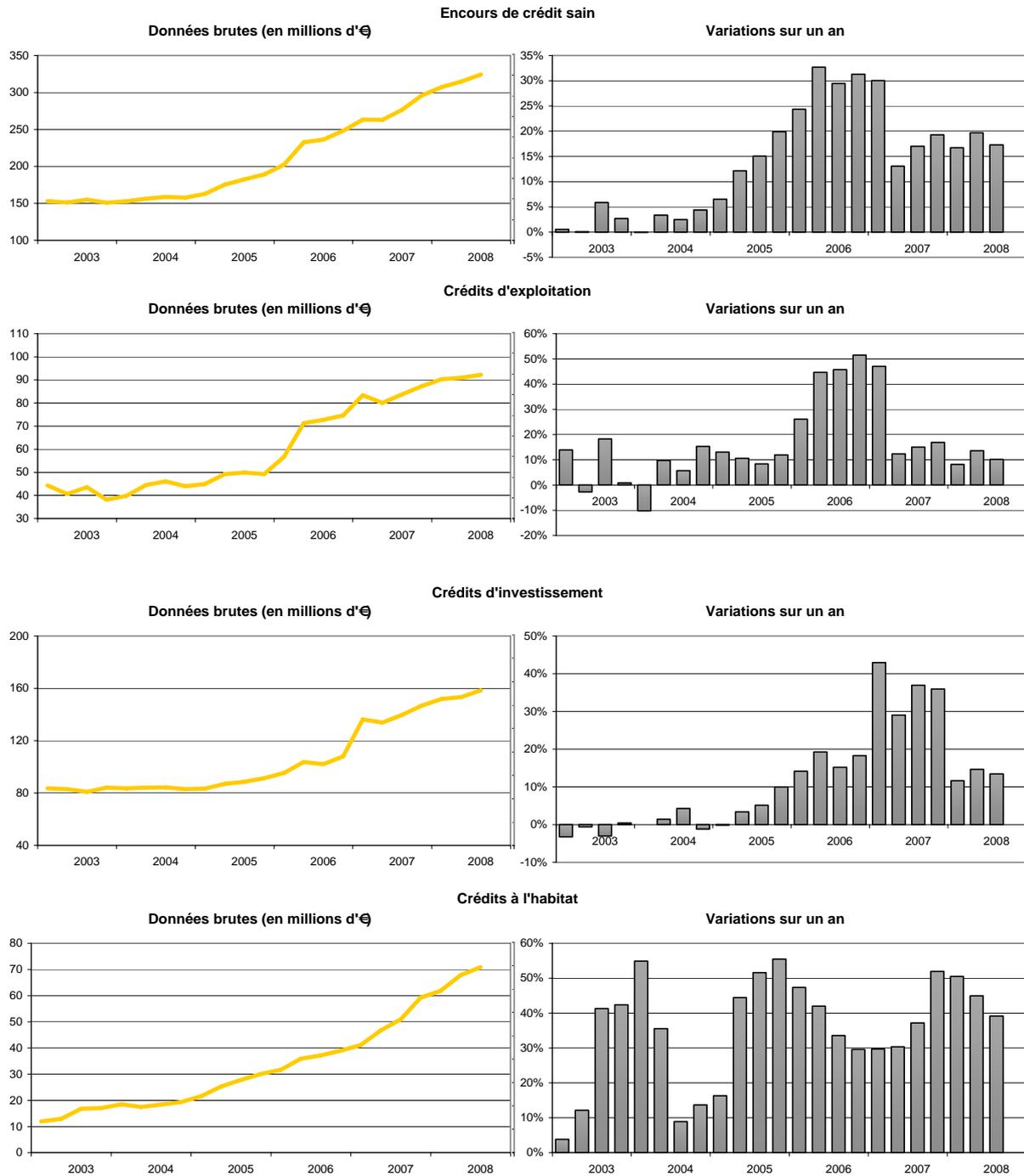
	Montants en millions									Variations	
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim.
Entreprises	154,9	158,7	182,6	236,4	276,6	296,1	307,3	314,8	324,4	17,3%	3,1%
Crédits d'exploitation	43,6	46,1	49,9	72,8	83,7	87,2	90,2	90,9	92,2	10,1%	1,4%
Créances commerciales	6,5	6,3	7,5	5,8	6,1	7,2	7,0	7,1	6,3	3,3%	-11,2%
Crédits de trésorerie	13,6	16,6	17,3	35,8	43,1	46,2	49,1	48,9	48,9	13,4%	-0,1%
dont entrepreneurs individuels	4,7	6,1	6,4	8,6	10,2	11,2	10,8	10,3	9,8	-3,6%	-4,7%
Comptes ordinaires débiteurs	23,5	23,2	25,2	31,1	34,5	33,7	34,1	34,9	37,0	7,3%	6,0%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits d'investissement	80,9	84,3	88,6	102,1	139,8	146,9	152,0	153,4	158,5	13,4%	3,3%
Crédits à l'équipement	75,6	76,6	77,8	83,8	122,9	129,5	134,5	135,9	141,6	15,2%	4,2%
dont entrepreneurs individuels	15,6	13,8	12,1	10,2	11,5	11,1	11,4	11,6	12,5	8,9%	8,0%
Crédit-bail	5,3	7,7	10,9	18,3	16,8	17,3	17,5	17,5	17,0	0,7%	-3,2%
Crédits à l'habitat	16,8	18,3	27,8	37,1	50,9	59,3	61,9	67,8	70,9	39,2%	4,6%
Autres crédits	13,6	10,0	16,3	24,5	2,2	2,8	3,2	2,6	2,8	25,5%	4,9%
Ménages	205,3	225,5	251,1	332,7	388,7	407,3	417,3	432,1	451,8	16,2%	4,6%
Crédits à la consommation	67,5	72,4	82,6	134,6	145,6	150,6	153,1	154,5	154,5	6,1%	0,0%
Crédits de trésorerie	62,5	66,8	75,8	123,5	131,6	135,9	138,1	139,5	137,8	4,7%	-1,2%
Comptes ordinaires débiteurs	4,3	4,6	5,6	6,0	7,5	6,8	6,9	6,8	7,6	0,2%	11,2%
Crédit-bail	0,7	0,9	1,2	5,0	6,5	7,9	8,1	8,2	9,1	41,5%	11,4%
Crédits à l'habitat	137,6	153,0	168,4	198,0	240,3	252,8	263,5	276,9	294,0	22,4%	6,2%
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	2,8	3,9	0,7	0,7	3,3	18,2%	355,3%
Collectivités locales	3,6	1,4	0,5	0,4	3,7	4,3	4,7	5,2	5,1	37,2%	-1,7%
Crédits d'exploitation	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits d'investissement	3,0	1,1	0,4	0,3	3,6	4,3	4,6	5,2	5,1	40,4%	-1,8%
Crédits à l'équipement	3,0	1,1	0,4	0,3	3,6	4,3	4,6	5,2	5,1	40,4%	-1,8%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres agents et CCB non ventilés	8,7	7,5	7,4	19,8	16,8	19,7	16,2	17,0	16,4	-1,9%	-3,1%
Total encours sain	372,5	393,1	441,7	589,3	685,8	727,4	745,4	769,0	797,7	16,3%	3,7%
Créances douteuses brutes	155,1	137,4	119,2	106,2	94,0	90,1	92,6	96,3	95,5	1,7%	-0,8%
Créances douteuses nettes	33,7	26,6	19,2	14,7	16,3	13,7	15,8	18,8	18,4	12,9%	-2,1%
dont entreprises	27,9	23,6	16,8	10,5	11,0	8,7	10,2	11,0	10,5	-5,1%	-4,7%
dont ménages	4,5	2,9	2,3	4,0	5,4	5,0	5,5	7,6	8,0	47,7%	5,9%
Provisions	121,5	110,8	100,0	91,5	77,7	76,4	76,8	77,5	77,1	-0,7%	-0,5%
Total encours brut	527,6	530,4	560,8	695,5	779,7	817,5	838,1	865,3	893,3	14,6%	3,2%
Taux de créances douteuses	29,4%	25,9%	21,2%	15,3%	12,1%	11,0%	11,1%	11,1%	10,7%	-1,4	-0,4
Taux de provisionnement	78,3%	80,7%	83,9%	86,2%	82,7%	84,8%	82,9%	80,5%	80,7%	-1,9	0,2



L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

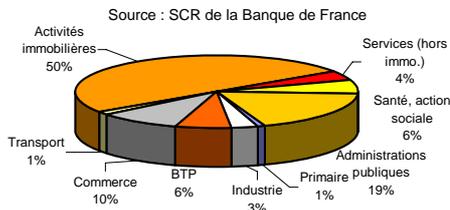


5-2 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

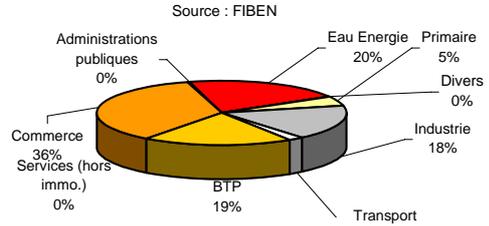
	Montants en millions									Variations	
	sept-03	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	1 an	1 trim.
Entreprises	608,8	616,6	657,0	823,9	913,9	938,1	964,4	996,6	1040,6	13,9%	4,4%
Crédits d'exploitation	43,6	46,5	50,4	83,0	90,4	91,7	100,2	105,3	103,8	14,8%	-1,4%
Créances commerciales	6,5	6,3	7,5	12,6	10,4	9,2	8,4	15,4	12,0	15,9%	-21,9%
Crédits de trésorerie	13,6	17,0	17,8	37,9	43,8	46,9	53,6	52,6	52,4	19,6%	-0,4%
dont entrepreneurs individuels	4,7	6,1	6,4	8,6	10,3	11,2	11,1	10,6	9,8	-4,0%	-7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	23,5	23,2	25,2	32,5	36,3	35,6	37,6	36,7	38,6	6,3%	5,0%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,9	ns	ns
Crédits d'investissement	85,6	84,8	89,1	164,0	260,6	268,5	275,4	293,3	320,0	22,8%	9,1%
Crédits à l'équipement	80,3	77,1	78,3	117,0	195,8	202,9	209,6	226,6	246,9	26,2%	9,0%
dont entrepreneurs individuels	15,6	13,8	12,1	20,2	23,0	22,5	24,2	22,4	23,1	0,4%	3,1%
Crédit-bail	5,3	7,7	10,9	47,0	64,9	65,6	65,8	66,8	73,0	12,6%	9,4%
Crédits à l'habitat	463,2	473,0	499,3	550,9	559,5	574,1	584,5	594,5	613,2	9,6%	3,1%
Autres crédits	16,4	12,3	18,2	26,0	3,4	3,8	4,2	3,5	3,7	8,9%	3,6%
Ménages	273,6	295,0	313,8	402,3	472,4	495,1	507,5	524,8	545,0	15,4%	3,9%
Crédits à la consommation	79,1	84,2	94,4	148,5	163,1	169,0	171,7	173,1	173,3	6,3%	0,1%
Crédits de trésorerie	74,1	78,6	87,6	137,4	149,1	154,2	156,7	158,1	156,6	5,1%	-0,9%
Comptes ordinaires débiteurs	4,3	4,6	5,6	6,1	7,6	6,9	6,9	6,8	7,6	-0,2%	10,9%
Crédit-bail	0,7	0,9	1,2	5,0	6,5	7,9	8,1	8,2	9,1	41,5%	11,4%
Crédits à l'habitat	194,3	210,7	219,3	253,7	306,5	322,3	335,1	350,9	368,3	20,2%	5,0%
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	2,8	3,9	0,8	0,7	3,3	18,3%	354,1%
Collectivités locales	163,9	158,7	205,1	239,2	261,9	258,0	246,9	239,9	241,5	-7,8%	0,7%
Crédits d'exploitation	0,5	0,2	0,0	0,2	0,1	0,5	0,5	0,5	0,4	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	0,5	0,5	0,3	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,4%	66,7%
Crédits d'investissement	136,2	134,0	177,6	205,4	258,7	255,1	244,1	239,0	240,4	-7,1%	0,6%
Crédits à l'équipement	136,2	134,0	177,6	205,3	258,5	254,7	243,6	238,5	239,8	-7,2%	0,6%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,5	0,5	0,6	0,5	159,9%	-5,1%
Crédits à l'habitat	18,9	18,3	23,2	31,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	8,4	6,2	4,3	2,5	3,1	2,3	2,3	0,3	0,8	-74,6%	156,1%
Autres agents et CCB non ventilés	37,5	45,0	59,3	69,5	57,8	58,8	50,6	39,4	28,4	-50,8%	-28,0%
Total encours sain	1083,8	1115,3	1235,3	1534,9	1705,0	1749,5	1768,3	1800,0	1854,4	8,8%	3,0%
Créances douteuses brutes	173,3	158,3	139,6	152,2	115,6	106,9	115,6	123,3	125,4	8,5%	1,7%
Créances douteuses nettes	51,8	47,4	39,6	60,7	37,9	30,5	38,8	45,8	48,3	27,3%	5,4%
dont entreprises	36,3	36,0	29,7	42,3	22,7	20,3	27,8	31,8	27,0	18,8%	-15,0%
dont ménages	14,1	11,2	9,3	9,2	10,2	9,5	9,8	11,8	12,1	ns	ns
Provisions	121,5	110,9	100,0	91,5	77,7	76,4	76,8	77,5	77,1	-0,7%	-0,5%
Total encours brut	1257,2	1273,6	1374,9	1687,1	1820,6	1856,3	1883,9	1923,4	1979,9	8,8%	2,9%
Taux de créances douteuses	13,8%	12,4%	10,2%	9,0%	6,3%	5,8%	6,1%	6,4%	6,3%	0,0	-0,1
Taux de provisionnement	70,1%	70,1%	71,7%	60,1%	67,2%	71,5%	66,5%	62,9%	61,5%	-5,7	-1,4

6- Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30/09/2008

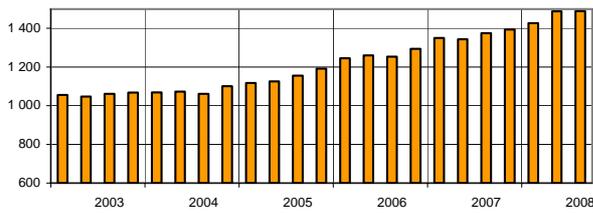


Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 3ème trimestre 2008

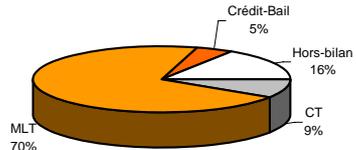


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

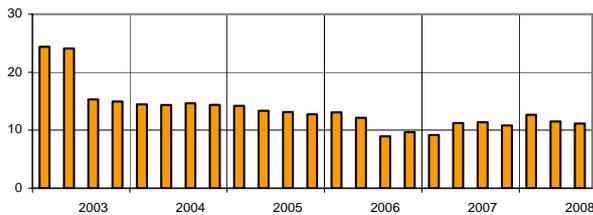
en millions d'€



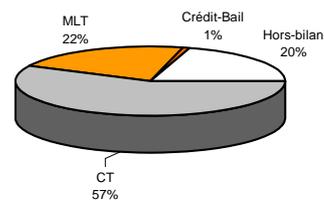
Structure en %



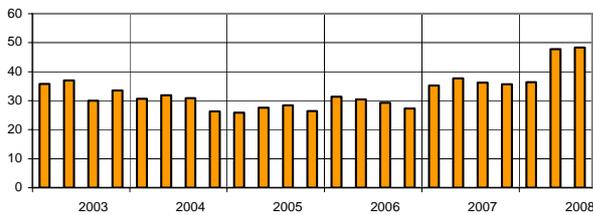
en millions d'€



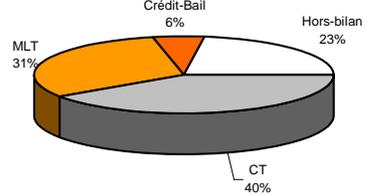
Structure en %



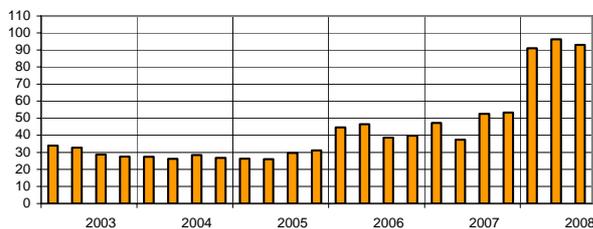
en millions d'€



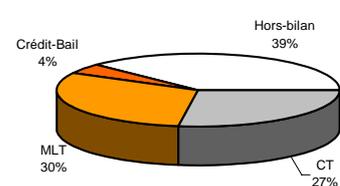
Structure en %



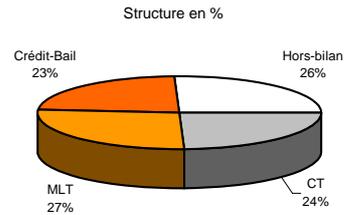
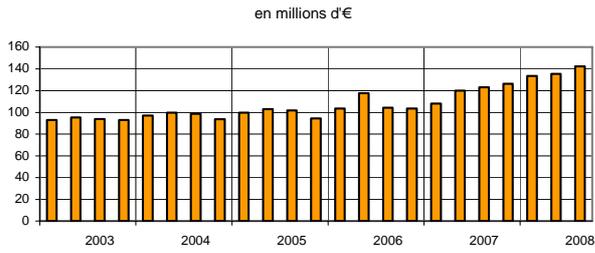
en millions d'€



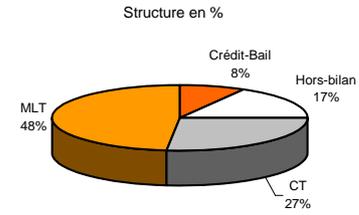
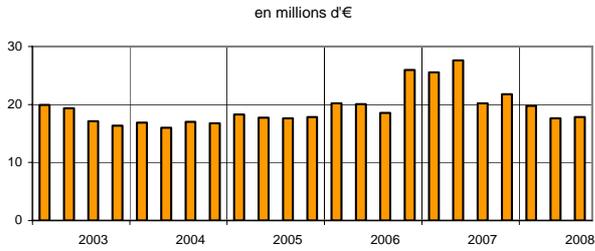
Structure en %



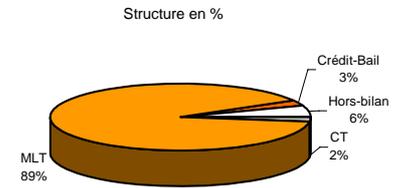
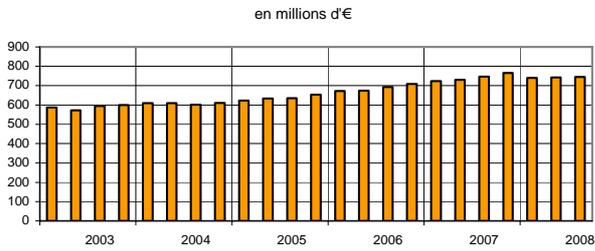
Commerce



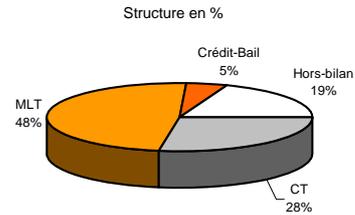
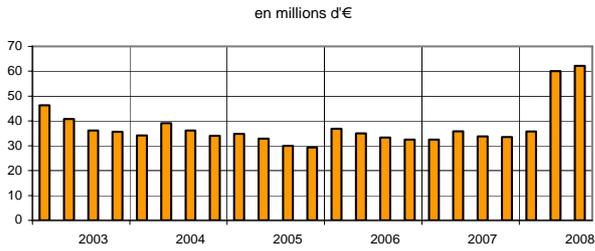
Transport



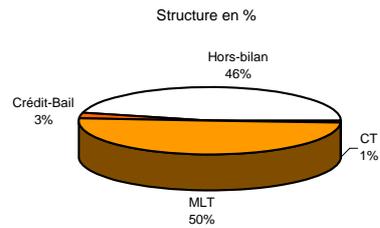
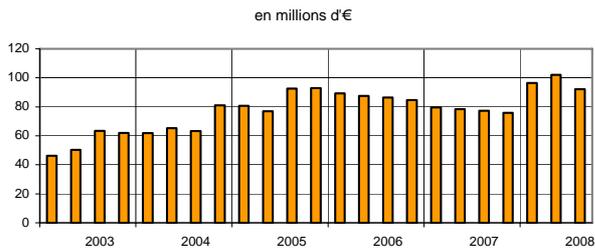
Activités immobilières



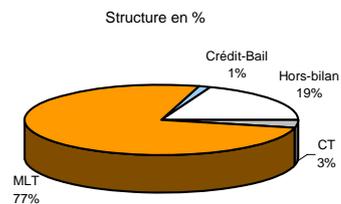
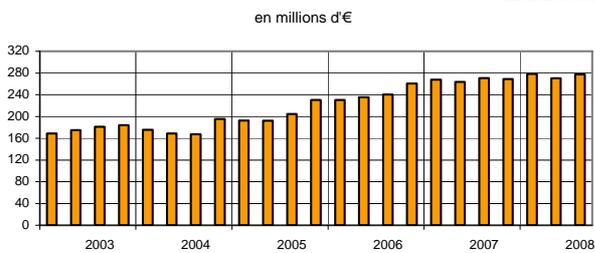
Services (hors immobilier)



Santé, action sociale



Administrations publiques

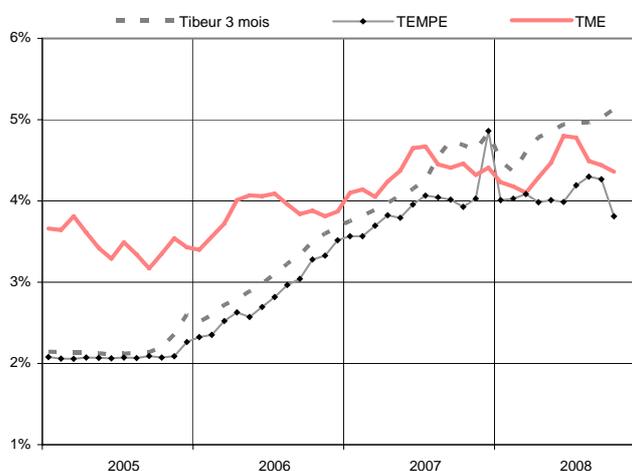


7- Rappel des taux

7-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (06/11/08)	3,25%
Taux de la facilité de dépôt (06/11/08)	2,75%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/11/08)	3,75%

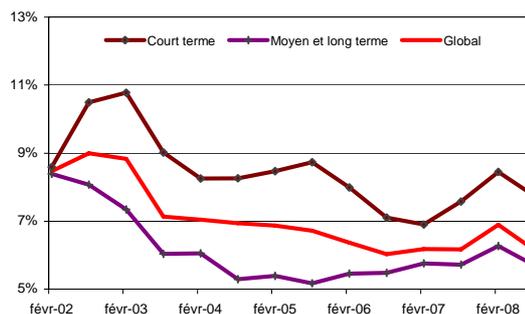
TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 08)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
4,00%	4,00%	4,50%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)		3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%



7-3 L'enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés en %	Fév. 2007	Août 2007	Fév. 2008	Août 2008	Variation en pts 6 mois	1 an
Crédits à CT	6,90%	7,58%	8,45%	7,72%	-0,73	0,14
Crédits à MT et LT	5,76%	5,72%	6,27%	5,68%	-0,59	-0,04
ENSEMBLE	6,18%	6,17%	6,89%	6,13%	-0,76	-0,04

Source : IEDOM Guyane



7-4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		3T2007	4T2007	1T2008	2T2008	3T2008	4T2008
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%
	- Prêts à taux variable	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%
	- Prêts relais	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%
	<u>Autres prêts</u>						
- Prêts <= 1524 €(*)	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans						

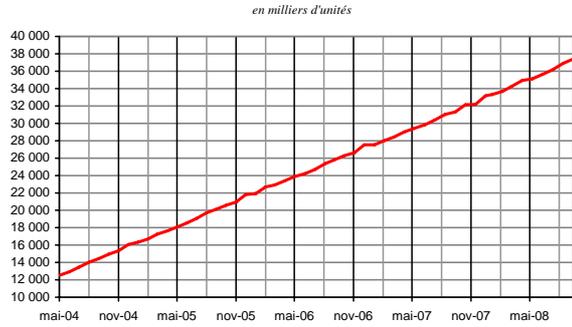
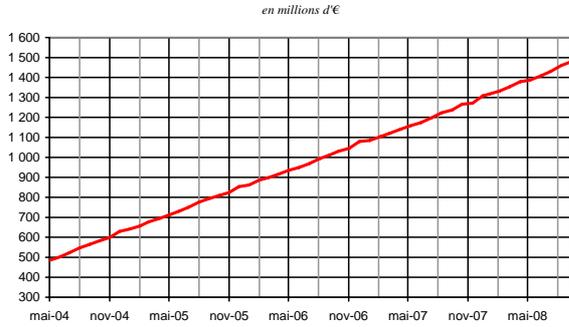
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

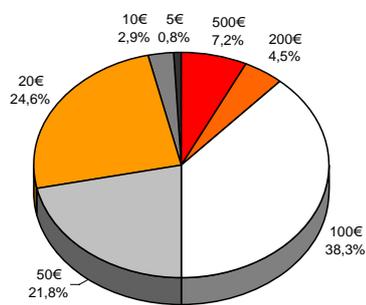
8- Monnaie fiduciaire

8-1 Emission mensuelle de billets euros

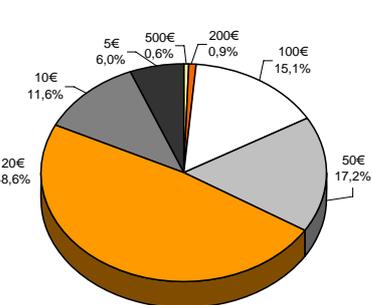
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

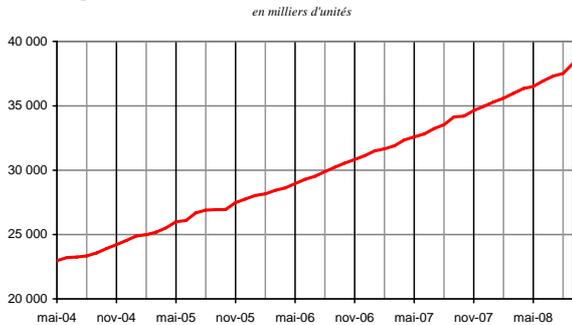
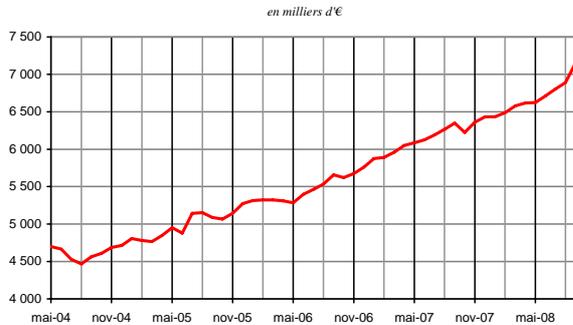


Répartition en volume

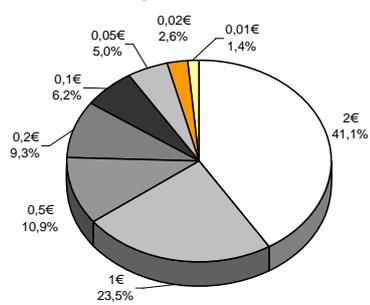


8-2 Emission mensuelle de pièces euros

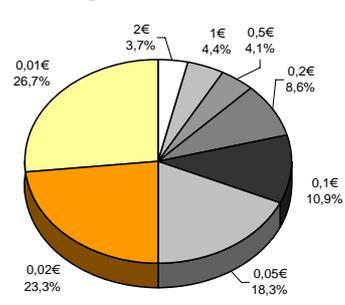
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra BURIN - HO CAN SUNG

Stéphane ATTALI

Jean-Pierre DERANCOURT

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 05 Décembre 2008

Dépôt légal : 05 décembre 2008- n° ISSN : 0296-3116